

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Le-nucleaire-peut-il-etre-la>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°34 > **Le nucléaire peut-il être la solution à l'effet de serre ? Et les menaces climatiques peuvent-elles soutenir un nucléaire en perte de vitesse ?**

1er mai 2007

Le nucléaire peut-il être la solution à l'effet de serre ? Et les menaces climatiques peuvent-elles soutenir un nucléaire en perte de vitesse ?

Face aux menaces que nous fait courir le réchauffement climatique, chaque lobby de l'industrie de l'énergie cherche à pousser ses avantages. Celui du nucléaire veut croire être particulièrement privilégié et espère une relance importante en popularisant deux idées fortes : « Le nucléaire ne contribue pas à l'effet de serre », et « le progrès scientifique peut permettre au nucléaire de devenir une énergie renouvelable ».

En France nous sommes particulièrement concernés puisque nous disposons de la multinationale du nucléaire Areva, et que nous sommes le pays au monde le plus nucléarisé par tête d'habitant (à peu près 80% de l'électricité est nucléaire). Autant dire qu'une propagande intense a convaincu une majorité d'habitants qu'on ne peut pas se passer du nucléaire, et que le poids des budgets publicitaires interdit aux grands médias de remettre en cause les choix énergétiques. Mais qu'en est-il de la situation du nucléaire mondial ? De ses avantages ? Et surtout de ses risques ?

La crise du nucléaire en France et dans le monde

Le cas de la France est unique, mais en fait l'électricité dans les pays développés n'est que de 16% d'origine nucléaire, et si on ramène le nucléaire à l'ensemble de l'énergie consommée dans le monde, on s'aperçoit que le nucléaire ne représente que 2 à 3%, autant dire pas grand chose, et beaucoup moins que les énergies renouvelables (14%) contrairement à ce qu'on nous fait donc croire. La Chine qui lance un appel d'offre pour 4 réacteurs ambitionne de passer de 2 à 4% d'électricité nucléaire en 2030, c'est dérisoire.

Ainsi, malgré les efforts de notre industrie nationale, le nucléaire est plutôt sur le déclin, et la crise touche ses infrastructures. Il souffre d'une crise de légitimité (désinformation de la population, risque de catastrophe depuis Tchernobyl, prolifération militaire à partir du nucléaire civil, menaces terroristes, gestion non résolue des déchets, coûts considérables cachés et pris en charge jusque là par les états, etc.).

Crise aussi du vieillissement des 440 réacteurs. Il faudrait en démarrer 80 dans les 10 ans (seuls 31 sont engagés), 200 dans les 10 ans suivants, pour conserver la part mondiale actuelle du nucléaire. Pour assurer sa survie, le nucléaire veut se présenter comme la seule alternative à l'effet de serre, pouvant devenir renouvelable à terme en réutilisant le plutonium généré dans les centrales avec tous les risques que cela implique. Mais quelle crédibilité peut avoir cette prétention alors que les déchets radioactifs de très longue vie (240 000 ans pour le plutonium) s'accumulent sans solution crédible, et que les risques d'accident et de terrorisme s'accroissent avec la multiplication des installations.

Le nucléaire peut-il être une réponse crédible à l'effet de serre ?

L'exemple de la France permet d'en douter. En effet pour développer le nucléaire il a fallu,

- Imposer un usage intensif de l'électricité dans l'habitat et le tertiaire à travers le chauffage électrique et la climatisation, au point de rendre notre pays plus fragile que nos voisins en cas de canicule ou de vague de froid. Cela a été le cas au cours de l'été 99, et on a vu cet hiver la France importer de l'électricité de l'Allemagne, où il faisait encore plus froid, et qui est engagée dans la sortie du nucléaire. Notre pays nucléarisé à outrance a montré ainsi sa plus grande fragilité.
- Cette fragilité s'est traduite cet automne par la grande panne d'électricité qui a touché plusieurs millions de foyer, à la suite d'une panne du réseau allemand. En effet, la France, suréquipée en production de « base » a du mal à assurer les pointes et doit pour cela importer de l'électricité, d'Allemagne en particulier, à qui on achète plus d'électricité qu'on lui en vend. Le réseau allemand tombant en panne ne pouvait plus nous fournir à l'heure de pointe, provoquant l'effondrement d'une partie du réseau français.
- Se priver de toute politique de maîtrise et d'économie d'énergie, ce qui fait que la France est l'un des pays d'Europe qui émet le plus de gaz à effet de serre. Et qui manque d'une politique des transports cohérente.
- Neutraliser tout effort de développement des énergies renouvelables susceptibles de concurrencer à terme le nucléaire. Nous prenons ainsi du retard dans ce domaine 100 fois plus développé en Allemagne (dès maintenant plus de 10% de son électricité est produite par le solaire et l'éolien) au Danemark ou ailleurs, ce qui nous pénalise commercialement et en emplois potentiels, sachant que l'économie d'énergie et les énergies nouvelles sont bien plus créatrices d'emplois que la production centralisée d'électricité.
- Promotion de la consommation d'énergie, voire gaspillage, fragilité face aux pointes climatiques, retard dans les activités de maîtrise d'énergie – que ce soit dans les systèmes à haut rendement, les matériels efficaces, les énergies renouvelables, voilà ce qui caractérise la France, modèle mondial du nucléaire.

On peut donc douter de l'utilité du nucléaire – lui même grand consommateur d'énergie- pour combattre la dérive climatique. Multiplier le nombre de réacteurs dans le monde de 400 à 4000 ne changerait pas grand chose, mais accroîtrait considérablement les risques de catastrophes (n'oublions pas que fin juillet, un réacteur suédois considéré comme l'un des plus sûrs est passé à quelques minutes d'une catastrophe qui aurait pu toucher toute une partie de l'Europe), favoriserait le nucléaire militaire, et multiplierait les déchets radioactifs ingérables à léguer pour des millénaires aux générations futures.

C'est toute une politique de l'énergie qu'il faut revoir, avec en premier celle des transports, et la lutte pour l'économie d'énergie dans tous les domaines, mais spécialement dans le domestique et le tertiaire.

Ainsi malgré les menaces climatiques nous continuons à annoncer qu'il est indispensable de sortir du nucléaire.

Reprenons ce qu'exprimait récemment Hubert Reeves qui a été longtemps favorable au nucléaire civil :

« **On n'a plus le temps du nucléaire** » (Voir encart).

Nous apprenons aussi qu'au Canada, le gouvernement fédéral ne prévoit pas de crédit pour la réfection des centrales nucléaires car elles ne contribuent pas à la diminution de l'effet de serre en vertu du protocole de Kyoto.

Et que penser des sommes considérables que la France et l'Europe s'apprêtent à engager dans le projet ITER, destiné à reproduire - avec tous les risques et déchets (tritium en particulier) qu'on imagine - la fusion nucléaire qui se produit dans le soleil, alors qu'on ne fait pas grand chose pour utiliser l'énergie solaire qui nous arrive gratuitement et proprement ! Que penser aussi du blocage de l'éolien revendiqué par des « écologistes » adeptes du « pas dans mon jardin ».

C'est le dérèglement climatique qui s'attaque au nucléaire, démultipliant les risques et les problèmes : au cours de la tempête de décembre 1999, la centrale nucléaire du Blayais (Gironde) a été gravement inondée, frôlant la catastrophe. Pendant la canicule 2003, EDF a dû arrêter de nombreux réacteurs - et même arroser ceux de Fessenheim (Alsace) - du fait du réchauffement des eaux des fleuves, et la France n'a évité la pénurie qu'en important massivement de l'électricité à un coût exorbitant.

Quelques jours à peine après les défaillances de la France nucléaire à répondre aux pointes de consommation de cet hiver dernier, c'est à nouveau le spectre de la sécheresse qui menace : avant que les autres centrales nucléaires ne soient touchées, il apparaît déjà que celle de Civaux (Vienne) va être sous peu en difficulté du fait de la baisse du niveau de l'eau dans la Vienne.

Il faut s'attendre à des canicules et des excès climatiques de plus en plus fréquents et intenses, provoquant la neutralisation des réacteurs nucléaires ! Et quel serait l'effet d'un Tsunami dans l'Atlantique ou la Manche sur les réacteurs côtiers ?

Pour sauver la planète du réchauffement climatique, et simultanément du nucléaire, les solutions sont connues : une réduction massive de la consommation énergétique des pays riches, et un développement maximal partout sur la planète des techniques d'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.

Non, le nucléaire n'est pas la solution à l'effet de serre, même si le lobby l'espère, et nous n'avons pas à choisir entre la peste nucléaire et le choléra réchauffement.

Hubert Reeves, astrophysicien : " Elle dépendra pour beaucoup de notre capacité à développer rapidement les énergies renouvelables."

- De toutes les menaces qui pèsent sur notre planète, laquelle vous paraît la plus inquiétante ?

- Celle de l'énergie. Parce qu'en extrapolant les informations qu'on reçoit régulièrement des pays asiatiques comme la Chine et l'Inde, on épuisera nos ressources en gaz et en pétrole plus tôt que prévu. On en aura fini avec le pétrole dans 50 ans maximum. Or on n'a plus le temps du nucléaire. La technique utilisée aujourd'hui, celle des neutrons lents, verra ses réserves s'épuiser dans 50 ans également. Les surgénérateurs utilisant les neutrons rapides ne seront pas prêts avant un siècle. Et la technique de fusion contrôlée du type ITER ne sera pas au point avant cinquante voire cent ans. De toute manière le nucléaire est une mauvaise solution car il revient à hypothéquer l'avenir. A nous l'énergie, à nos enfants les déchets... L'attitude de la France est à courte vue : le gouvernement dépense dix fois plus pour le développement du nucléaire que dans les énergies propres.

- Pourquoi les énergies renouvelables ont-elles tant de difficultés à s'imposer ?

- Tout simplement parce qu'elles sont considérées comme non rentables. Pendant longtemps, on nous a dit que le solaire et l'éolien étaient peu productifs. Pourtant au Danemark, ce sont 10 à 20 % de l'énergie qui sont d'origine éolienne. La quantité de vent au Québec suffirait à fournir tout le continent nord-américain en énergie. Mais il faut faire vite. La quantité d'énergie actuellement consommée est l'équivalent de 10 000 réacteurs nucléaires. D'ici 2050, ça va doubler et à ce train-là, ce sont 20 millions d'éoliennes qui seront nécessaires. Si on ne s'y met pas tout de suite...

- Tout est une question de prix du kWh. La géothermie par exemple, sauf à habiter en Islande, est chère car il faut creuser très loin. Les courants marins, le photovoltaïque sont des énergies plus

coûteuses que le pétrole mais à plus ou moins long terme, cela va s'inverser. Un jour, la demande en pétrole sera supérieure à l'offre et les prix vont grimper. Il sera alors plus économique de développer d'autres énergies.

- Ne faudra-t-il pas avant tout réduire notre consommation ?

- Il est bien évident que si les Chinois dépensaient autant que nous, c'est l'équivalent de 100 000 réacteurs nucléaires qu'il faudrait pour faire face. Un Américain consomme 10kW, là où un Européen en consomme 5 et où un ou deux suffisent pour vivre convenablement. Commençons effectivement par diviser par 10 et par 5 ces habitudes de consommation.

Source : Les Dernières Nouvelles d'Alsace, 12 mars 2005.

Pierre Péguin

E-mail : p-a-peguin@worldonline.fr